

Donnons à l'Artisanat, la Première Entreprise de France, les moyens d'aller mieux !

L'artisanat compte désormais davantage d'artisans pessimistes qu'optimistes pour l'avenir de leur entreprise : c'est le premier enseignement du baromètre de rentrée de CMA France. Derrière cette dégradation du moral des artisans, des réalités bien concrètes : une accumulation persistante de difficultés économiques et un contexte politique jugé instable. Pour autant, les artisans restent attachés à leur métier et ne souhaitent pas en exercer un autre à l'heure où l'artisanat demeure une valeur sûre pour les Français.

1. Un décrochage brutal du moral des artisans

Le constat est sans appel et sans surprise : les artisans sont désormais majoritairement pessimistes quant à l'avenir de leur entreprise. Ils sont 46 % à se déclarer pessimistes, contre seulement 31 % optimistes, alors qu'ils étaient encore 52 % à se montrer optimistes en 2025.

Cette dégradation du moral touche l'ensemble des secteurs de l'artisanat. Si les difficultés économiques et l'inflation restent des sources majeures d'inquiétude, de nouveaux facteurs émergent avec force. Le contexte politique est désormais cité par 39 % des artisans comme sujet de préoccupation, soit une hausse de 19 points en un an. Les tensions géopolitiques et commerciales progressent également fortement, à 28 % (+16 points).

Cette évolution est particulièrement révélatrice. Les artisans n'analysent plus leurs difficultés uniquement à l'échelle de leur entreprise. Ils les replacent dans un environnement plus large, marqué par une succession de crises économiques, politiques et internationales qui alimentent une forte incertitude pour les mois à venir.

Cette perte de confiance se traduit donc logiquement et directement sur leurs perspectives. Si 55 % des artisans restent confiants dans leur capacité à atteindre leurs objectifs financiers cette année, cet indicateur chute de 27 points par rapport à 2025 (82 %).

Plus inquiétant encore, seuls 29 % se déclarent confiants dans leur capacité à investir dans les prochains mois, soit une baisse de 37 points en un an.

2. Une accumulation de difficultés qui réduit les marges de manœuvre des entreprises

Ce recul de la confiance s'explique par la multiplication des contraintes auxquelles les entreprises artisanales se disent confrontées au quotidien, comme autant de facteurs qui pèsent directement sur leur activité et leurs équilibres économiques. Mais aussi qui gèlent les perspectives de développement et de recrutements : 74 % n'ont pas prévu de recruter que ce soient des salariés ou des apprentis dans les mois à venir.

« Ces résultats doivent être pris très au sérieux, déclare Joël Fourny, Président de CMA France. Les artisans ne disent pas seulement qu'ils rencontrent davantage de difficultés aujourd'hui ; ils expriment surtout leur inquiétude croissante à se projeter dans des décisions qui engagent l'avenir : investir, développer leur activité, recruter ou former. Que deviendront nos métiers s'ils ne peuvent être préservés et transmis ? » s'inquiète-t-il.

3. Une conjoncture difficile, mais une passion pour le métier qui demeure intacte

Ce baromètre met en lumière un enseignement essentiel : les artisans font face à une crise conjoncturelle, non à une crise de vocation. Malgré les difficultés, 85 % des artisans déclarent toujours ressentir la "flamme" pour leur métier, et 73 % considèrent que l'artisanat correspond pleinement à ce qu'ils souhaitent être professionnellement.

« Autrement dit, les artisans tiennent bon car ils continuent avant toute chose d'aimer profondément leur métier, d'y trouver du sens, et ne se voient pas en exercer un autre. La passion est toujours là, intacte. Notre responsabilité est donc claire : faire en sorte que cette passion ne soit pas rattrapée ou empêchée du fait des difficultés économiques. Et qu'ils puissent la transmettre à la prochaine génération. », déclare Joël Fourny.

4. Une forte demande d'accompagnement à laquelle les CMA entendent répondre

Face à ces difficultés, le message adressé aux pouvoirs publics est particulièrement clair : 64 % des artisans souhaitent davantage de soutien. Ils donnent la priorité à la préservation des équilibres économiques. Cette prudence n'est pas un renoncement, mais une volonté de construire l'avenir sur des bases solides.

Les besoins exprimés portent sur des accompagnements très opérationnels, directement mobilisables pour développer l'activité, gagner en efficacité ou s'adapter aux transformations économiques.

Joël Fourny le souligne : « Quand près de deux artisans sur trois demandent davantage de soutien des pouvoirs publics, le message est clair : moins de complexité, moins d'instabilité et des réponses adaptées à leur réalité. Les artisans n'attendent pas de promesses, mais des solutions concrètes directement utilisables. C'est tout le sens de l'action du réseau des CMA : un accompagnement de proximité, sur mesure et de qualité qui répond à ce besoin, reconnu comme tel par 93 % des artisans qui en ont bénéficié. »

5. Une reconnaissance qui dépasse les difficultés : l'image positive de l'artisanat, un atout majeur pour l'avenir

Si les entreprises artisanales traversent une période difficile, leur image auprès des Français demeure exceptionnellement forte. 93 % des Français ont une image positive de l'artisanat, témoignant de la confiance profonde qu'ils accordent à ces métiers.

« Cette reconnaissance constitue un véritable motif d'espoir pour l'avenir de nos métiers. Car, si l'artisanat bénéficie d'un tel niveau de confiance, c'est parce qu'il incarne des valeurs auxquelles nos concitoyens sont particulièrement attachés : l'indépendance, le sens du travail, la proximité, l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, mais aussi l'utilité sociale. » Ce que les Français expriment à travers cette confiance est un message fort : l'artisanat n'est pas un modèle du passé. Il répond pleinement aux aspirations contemporaines et constitue plus que jamais un choix d'avenir.

« Ce baromètre nous confirme ce message d'alerte que nous entendons sur le terrain et qu'il ne faut surtout pas prendre à la légère. La situation est préoccupante, et certains se trouvent en grande difficulté. Dans leur grande majorité, les artisans n'ont pas perdu la foi dans leur métier, mais ils ont perdu confiance dans ses conditions d'exercice. C'est précisément là qu'il nous faut agir. Leur redonner de la visibilité, de la confiance et de la stabilité. Et notre responsabilité, c'est de ne laisser personne au bord du chemin. Encore faut-il qu'on nous en laisse les moyens ! » conclut Joël Fourny.

6. Financement de l'apprentissage : des avancées à saluer, mais qui ne permettent pas le retour à l'équilibre

Cet engouement des Français, y compris celui de la jeune génération (88 % des 15-17 ans), ne doit pas être empêché par des difficultés à leur proposer des formations par apprentissage de qualité. Car si la mobilisation constante des CMA en faveur de l'apprentissage est entendue par le Gouvernement, la pérennité de son modèle de formation reste toutefois menacée.

COMMUNIQUÉ

Certes, le réseau des CMA salue plusieurs avancées pour l'apprentissage : la revalorisation de la majorité des NPEC (Niveaux de Prise en Charge) des contrats d'apprentissage pour les certifications de niveaux 3 et 4, le maintien de l'aide au premier équipement pour ces niveaux, l'aide de 5 000 € aux employeurs d'apprentis pour les entreprises de moins de 250 salariés formant aux niveaux 3 et 4, ainsi que le renforcement des exigences de qualité dans l'apprentissage.

Mais ces avancées restent insuffisantes. La revalorisation des NPEC ne compense ni les deux baisses successives intervenues depuis 2023, ni la hausse des coûts de formation. En outre, la publication tardive du référentiel de ces nouveaux NPEC intervient tardivement et repousse à la rentrée 2027 leurs effets favorables.

Par ailleurs, le réseau subit une nette baisse de ses effectifs, cette année estimée à - 7 % après celle de 2025 de - 6 %

Cette évolution se place dans un contexte de forte prudence des entreprises qui hésitent à recruter, de baisse démographique et de concurrence accrue entre les différentes voies de formation. La baisse des effectifs ayant également un impact négatif (hausse) sur le coût.

Enfin, l'inflation, l'absence de prise en compte du coût de la vie chère en Outre-mer ou la suppression annoncée de la dotation des régions aux CFA viennent encore assombrir une situation très préoccupante. Aujourd'hui, sur les 20 principales formations qui regroupent 70 % de nos effectifs, aujourd'hui 2 seulement sont à l'équilibre. Avec la pleine application des NPEC, elles seraient sept.

« La combinaison de tous ces facteurs concourt à l'aggravation de la situation sur laquelle nous alertons le Gouvernement depuis maintenant 3 ans. Concrètement, le compte n'y est pas. Alors que le chômage des jeunes connaît une forte progression et que la formation par apprentissage constitue une véritable réponse à cet enjeu, il est regrettable de ne pas prendre la pleine mesure de ce qui est en train de se jouer. L'apprentissage est un investissement pour l'avenir, je ne cesse de le dire, et aujourd'hui, cet avenir est clairement menacé, pour ne pas dire compromis. », déplore Joël Fourny.

Contact presse : Marie Respingue - presse@cma-france.fr - 07 45 08 48 53